



Paris, 17 mars 2015

RÉUNION INFORMELLE DES MINISTRES DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA PROMOTION DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET AUX VALEURS COMMUNES DE LIBERTÉ, DE TOLÉRANCE ET DE NON-DISCRIMINATION



PROGRAMME

Paris, mardi 17 mars 2015

9h30 – 10h00 Accueil des participants au ministère
101 rue de Grenelle, Paris 7^e

10h00 – 12h00 Réunion ministérielle dans la Salle des glaces
– Mot de bienvenue et introduction de **Mme Najat Vallaud-Belkacem**, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, **Mme Mārīte Seile**, ministre de l'Éducation, des Sciences, de la Jeunesse, du Sport et des Langues (Présidence lettone) et **M. Tibor Navracsics**, commissaire européen pour l'Éducation, la Culture, la Jeunesse et le Sport.

– Interventions des ministres ou de leurs représentants autour de la question suivante:

Comment l'éducation pourrait-elle mieux contribuer au sein de l'Union européenne à promouvoir la citoyenneté et les valeurs communes de liberté, de tolérance et de non-discrimination ?

– Accord sur la déclaration.

12h00 – 12h30 Photographie

12h30 – 13h00 Conférence de presse (Mme Mārīte Seile, Mme Najat Vallaud-Belkacem, et M. Tibor Navracsics) et **interviews éventuelles.**

Cocktail

13h00 – 14h30 Déjeuner
Échanges de bonnes pratiques sur l'éducation à la citoyenneté.



INFORMAL MEETING OF MINISTERS OF THE EUROPEAN UNION ON PROMOTING (CITIZENSHIP AND THE COMMON VALUES OF FREEDOM, TOLERANCE AND NON-DISCRIMINATION THROUGH EDUCATION



PROGRAMME

Paris, Tuesday 17 March 2015

9:30 – 10:00 Welcome of the participants at the Ministry
101 rue de Grenelle, Paris 7^e

10:00 – 12:00 **Ministerial meeting in the Salle des glaces**
– Welcome and introduction by **Mrs Najat Vallaud- Belkacem**
Minister of National Education, Higher Education and Research,
Mrs Mārīte Seile, Minister of Education, Science, Youth, Sports
and Languages (Latvian Presidency), and **Mr. Tibor Navracsics**,
European Commissioner for Education, Culture, Youth and Sport.

– Contributions from Ministers or their representatives who are invited
to discuss the following question :

**How could education better contribute within the European Union to the
promotion of citizenship and the common values of freedom, tolerance
and non-discrimination?**

– Agreement on the declaration.

12:00 – 12:30 **Photograph**

12:30 – 13:00 **Press conference** (Mrs Mārīte Seile, Mrs Najat Vallaud-Belkacem,
and Mr. Tibor Navracsics) **and possible interviews.**

Cocktail

13:00 – 14:30 **Lunch**
Exchange of good practices on citizenship education.



INFORMELLES TREFFEN DER MINISTER DER EUROPÄISCHEN UNION ZUR FÖRDERUNG VON STAATSBÜRGERLICHER BILDUNG UND DER GEMEINSAMEN WERTE VON FREIHEIT, TOLERANZ UND NICHTDISKRIMINIERUNG



PROGRAMM

In Paris, am Dienstag, den 17. März 2015

9:30 – 10:00 Empfang der Teilnehmer im Ministerium
101 rue de Grenelle, Paris 7^e

10:00 – 12:00 **Treffen der Minister im Spiegelsaal**
– Willkommensrede und Einführung in die Thematik durch die Ministerin für Bildung, Hochschulwesen und Forschung **Frau Najat Vallaud-Belkacem**, die Ministerin für Bildung und Wissenschaft **Frau Māriņa Seile** (lettische Ratspräsidentschaft) und den EU-Kommissar für Bildung, Kultur, Jugend und Sport **Herrn Tibor Navracsics**.

– Die Minister werden gebeten, sich über folgende Frage auszutauschen:

Wie könnte Bildung innerhalb der Europäischen Union einen besseren Beitrag zur Förderung der Werte von Toleranz, Freiheit und Gleichheit leisten und allen Formen von Diskriminierung und Rassismus effizient entgegenwirken?

– Die Minister oder ihre Stellvertreter stimmen sich über die gemeinsame Abschlusserklärung ab.

12:00 – 12:30 **Fotografie**

12:30 – 13:00 **Pressekonferenz** (Frau Māriņa Seile, Frau Najat Vallaud-Belkacem und Herr Tibor Navracsics) **und eventuelle Interviews**

Cocktail

13:00 – 14:30 **Mittagessen**

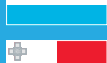
Die Minister oder ihre Stellvertreter werden aufgefordert, sich über bewährte Praktiken auszutauschen, was die Förderung von staatsbürgerlicher Bildung.



RÉUNION INFORMELLE DES MINISTRES EUROPÉENS DE L'ÉDUCATION DE L'UNION EUROPÉENNE

PARIS, MARDI 17 MARS 2015

Déclaration sur la promotion de l'éducation à la citoyenneté et aux valeurs communes de liberté, de tolérance et de non-discrimination



Considérant la déclaration des membres du Conseil européen lors de leur réunion informelle du 12 février 2015

Nous, ministres en charge de l'éducation, et commissaire pour l'éducation, la culture, la jeunesse et le sport, déclarons :

En réponse aux attaques terroristes qui ont frappé la France et le Danemark en ce début d'année et en mémoire d'atrocités similaires commises en Europe dans un passé récent, nous réaffirmons notre détermination à faire front, ensemble, afin d'œuvrer en faveur des valeurs fondamentales qui sont au cœur de l'Union européenne : le respect de la dignité humaine, la liberté (notamment la liberté d'expression), la démocratie, l'égalité, l'état de droit et le respect des droits de l'Homme. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société européenne où prévalent le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre femmes et hommes.

La mobilisation immédiate de nos pays a été exceptionnelle. Aujourd'hui, une nouvelle étape doit être franchie. Nous pouvons être fiers en Europe d'avoir su triompher des antagonismes du passé, mais nous devons à nouveau être à la hauteur des défis que sont la protection et le renforcement de cet esprit européen de liberté qui, en accord avec les valeurs de l'Union, sait concilier esprit critique et respect de l'autre.

Notre plus grand défi est de protéger le pluralisme de nos sociétés, ce qui requiert des actions concrètes aux niveaux européen, national, régional et local.

Nous, ministres en charge de l'éducation et commissaire européen, avons une responsabilité particulière dans la transmission aux générations futures des valeurs humanistes et civiques que nous partageons. Nous sommes unis pour défendre la liberté de pensée et d'expression, promouvoir l'inclusion sociale et le respect de l'autre, ainsi que pour prévenir et lutter contre toute forme de discrimination.

C'est pourquoi nous appelons à redoubler d'efforts afin de renforcer dès le plus jeune âge l'enseignement et l'appropriation de ces valeurs fondamentales, et de travailler à construire grâce à l'éducation des sociétés plus inclusives.

L'objectif premier de l'éducation n'est pas seulement de transmettre des connaissances, des compétences, des savoir-être et des valeurs fondamentales. Il lui revient aussi d'aider les jeunes, en lien étroit avec les parents et les familles, à devenir des membres de la société actifs, responsables et ouverts d'esprit.

La jeunesse incarne notre avenir. Il faut qu'elle puisse le façonner. Nous devons unir nos forces pour prévenir et lutter contre la marginalisation, l'intolérance, le racisme et la radicalisation, et pour l'égalité des chances. Pour cela, nous pouvons à la fois nous appuyer sur le sens de l'initiative et de l'engagement des jeunes et réaffirmer les valeurs sur lesquelles nos démocraties sont fondées.

C'est un beau et grand défi qu'il nous appartient de relever ensemble.

■ AUX NIVEAUX NATIONAL, RÉGIONAL ET LOCAL

Nous nous engageons à intensifier nos actions dans le domaine de l'éducation en vue de :

- 1 – Conserver à l'éducation toute sa dimension de formation de la personne et du citoyen, en transmettant les valeurs fondamentales et les principes qui constituent le socle de nos sociétés ;
- 2 – Garantir à tous les jeunes une éducation inclusive qui combatte le racisme ainsi que tout type de discrimination, promeuve la citoyenneté et leur apprenne à comprendre et à accepter les différences d'opinions, de convictions, de croyances et de modes de vie, tout en respectant l'état de droit, la diversité et l'égalité des genres ;
- 3 – Renforcer les capacités d'esprit critique et de jugement des jeunes afin qu'ils soient en mesure, s'agissant en particulier de l'usage d'Internet et des réseaux sociaux, de saisir la réalité, de distinguer les faits établis des opinions, de déceler ce qui relève de la propagande, de résister à toutes les formes d'endoctrinement et aux discours de haine ;
- 4 – Combattre les inégalités territoriales, sociales et scolaires ainsi que tous les déterminismes, moteurs de la désespérance et terreau des extrémismes, en transmettant à tous les jeunes les connaissances et les compétences nécessaires à la construction de leur avenir professionnel et à la réussite de leur vie en société, et en prenant des mesures pour réduire le décrochage scolaire et améliorer leur insertion sociale et professionnelle ;
- 5 – Encourager le dialogue et la coopération entre tous les acteurs de l'éducation, en particulier les parents, les familles et les structures associatives, et s'appuyer sur le sens de l'initiative et de l'engagement des jeunes pour renforcer les liens sociaux et le sentiment d'appartenance ;
- 6 – Former et accompagner les enseignants afin de les rendre mieux à même de prendre position contre toutes les formes de discrimination et de racisme, d'éduquer les jeunes aux médias, de répondre aux besoins d'élèves issus d'environnements divers, de transmettre des valeurs fondamentales communes, de prévenir et combattre le racisme et l'intolérance.

■ AU NIVEAU EUROPÉEN

Bien que la responsabilité des systèmes éducatifs et de leurs contenus relève des États membres, la coopération européenne dans ce domaine est fondamentale pour faire face aux défis communs auxquels l'Europe est confrontée.

Il est urgent de coopérer, de nous coordonner, d'échanger nos expériences et de faire en sorte que les meilleures idées et pratiques puissent être mutualisées à l'échelle de l'Union européenne en vue de :

- 1 – S'assurer que les enfants et les jeunes acquièrent des compétences sociales, civiques et interculturelles grâce à la promotion des valeurs démocratiques et des droits fondamentaux, de l'inclusion sociale, de la non-discrimination et de la citoyenneté active ;
- 2 – Renforcer l'esprit critique et l'éducation aux médias, s'agissant en particulier de l'usage d'Internet et des réseaux sociaux, afin de développer une résistance à toutes les formes de discrimination et d'endoctrinement ;
- 3 – Encourager l'éducation des jeunes défavorisés en veillant à ce que nos systèmes d'éducation et de formation répondent à leurs besoins ;
- 4 – Promouvoir le dialogue interculturel à travers toutes les formes d'apprentissage, en coopération avec les autres politiques sectorielles et les autres acteurs concernés.

Ces objectifs pourraient être soutenus par :

- le cadre stratégique Éducation et formation 2020, à travers ses priorités, l'apprentissage par les pairs, l'échange et la diffusion de bonnes pratiques ;
- le programme Erasmus +, grâce à son appui à la mobilité des élèves, des étudiants et des enseignants, aux partenariats stratégiques et aux plateformes de coopération entre les établissements d'enseignement, ainsi qu'au dialogue et aux projets conjoints sur l'éducation à la citoyenneté, le volontariat et les échanges entre jeunes ;

ainsi qu'en :

- utilisant d'autres instruments politiques et de financement européens consacrés à des secteurs liés à l'éducation comme le programme Horizon 2020 (en particulier dans ses composantes « Défis sociétaux » et « Sciences dans la société ») et le cadre pour la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse, tout en étudiant les possibilités d'une coopération rapprochée entre l'éducation et d'autres secteurs concernés comme la culture, le sport, l'emploi, le bien-être social, la sécurité et d'autres types de collaborations sur l'inclusion sociale ;
- encourageant la sensibilisation et la coopération avec la société civile et les partenaires sociaux ;
- étudiant les synergies possibles avec les travaux en cours menés par le Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation civique et de l'entente interculturelle.

Nous invitons le Conseil éducation, jeunesse, culture et sport à discuter du suivi de cette déclaration lors de sa prochaine réunion des 18 et 19 mai 2015.

INFORMAL MEETING OF EUROPEAN UNION
EDUCATION MINISTERS

PARIS, TUESDAY 17 MARCH 2015

Declaration on
Promoting citizenship
and the common values of freedom,
tolerance and non-discrimination
through education



In the light of the statement by the members of the European Council following their informal meeting on 12 february 2015

We, the Ministers responsible for education, and the Commissioner for education, culture, youth and sport, declare the following :

In response to the terrorist attacks in France and Denmark earlier this year, and recalling similar atrocities in Europe in the recent past, we reaffirm our determination to stand shoulder to shoulder in support of fundamental values that lie at the heart of the European Union: respect for human dignity, freedom (including freedom of expression), democracy, equality, the rule of law and respect for human rights. These values are common to the Member States in a European society in which pluralism, non-discrimination, tolerance, justice, solidarity and equality between women and men prevail.

Our countries' immediate response was exceptional. Now it is time to take the next step. In Europe, we have a proud history of overcoming adversity, and once again, we must rise to the challenge of protecting and strengthening Europe's spirit of freedom, a spirit which values critical thinking as much as respect for others in line with the values of the Union.

The major challenge we face in safeguarding our pluralistic societies calls for concrete action at European, national, regional and local levels.

As Ministers responsible for education and as European Commissioner, we have a special duty to ensure that the humanist and civic values we share are safeguarded and passed on to future generations. We remain united in our efforts to promote freedom of thought and expression, social inclusion and respect for others, as well as to prevent and tackle discrimination in all its forms.

We therefore call for renewed efforts to reinforce the teaching and acceptance of these common fundamental values and laying the foundations for more inclusive societies through education - starting from an early age.

The primary purpose of education is not only to develop knowledge, skills, competences and attitudes and to embed fundamental values, but also to help young people - in close cooperation with parents and families - to become active, responsible, open-minded members of society.

Children and young people represent our future and must have the opportunity to shape that future. We must combine our efforts to prevent and tackle marginalisation, intolerance, racism and radicalisation and to preserve a framework of equal opportunities for all. We must build on children's and young people's sense of initiative and the positive contribution they can make through participation, while reaffirming the common fundamental values on which our democracies are based.

It is a noble challenge that we must strive to meet together.

■ AT NATIONAL, REGIONAL AND LOCAL LEVEL

We agree to strengthen our actions in the field of education with a view to :

- 1 – Strengthening the key contribution which education makes to personal development, social inclusion and participation, by imparting the fundamental values and principles which constitute the foundation of our societies ;
- 2 – Ensuring inclusive education for all children and young people which combats racism and discrimination on any ground, promotes citizenship and teaches them to understand and to accept differences of opinion, of conviction, of belief and of lifestyle, while respecting the rule of law, diversity and gender equality ;
- 3 – Strengthening children’s and young people’s ability to think critically and exercise judgement so that, particularly in the context of the Internet and social media, they are able to grasp realities, to distinguish fact from opinion, to recognise propaganda and to resist all forms of indoctrination and hate speech ;
- 4 – Combating geographical, social and educational inequalities, as well as other factors which can lead to despair and create a fertile ground for extremism, by providing all children and young people with the necessary knowledge, skills and competences to build their own professional futures and pathways to success in society, and by encouraging measures to reduce early school leaving and to improve the social and professional integration of all young people ;
- 5 – Encouraging dialogue and cooperation among all the education stakeholders, in particular parents, families and associative structures, and building on children’s and young people’s sense of initiative and engagement in order to strengthen social ties as well as generate a sense of belonging ;
- 6 – Empowering teachers so that they are able to take an active stand against all forms of discrimination and racism, to educate children and young people in media literacy, to meet the needs of pupils from diverse backgrounds, to impart common fundamental values and to prevent and combat racism and intolerance.

■ AT EUROPEAN LEVEL

Although the responsibility for education systems and their content rests with the Member States, EU-level cooperation in this field will be instrumental in addressing the common challenges Europe is facing. There is an urgent need to cooperate and coordinate, to exchange experiences, and to ensure that the best ideas and practices can be shared throughout the European Union, with a view to :

- 1 – Ensuring that children and young people acquire social, civic and intercultural competences, by promoting democratic values and fundamental rights, social inclusion and non-discrimination, as well as active citizenship ;
- 2 – Enhancing critical thinking and media literacy, particularly in the use of the Internet and social media, so as to develop resistance to all forms of discrimination and indoctrination ;
- 3 – Fostering the education of disadvantaged children and young people, by ensuring that our education and training systems address their needs ;
- 4 – Promoting intercultural dialogue through all forms of learning in cooperation with other relevant policies and stakeholders.

These aims could be supported by :

- the ‘ET2020’ *strategic framework*, through its priorities, peer learning and the exchange and dissemination of good practices ;
- the *Erasmus+* programme, in particular through the support it provides for the mobility of learners and teachers, strategic partnerships and education institutions cooperation platforms, as well as for dialogue and joint projects on citizenship education, volunteering and youth exchanges ;

as well as by:

- other EU-level policy and funding instruments in education-related areas such as the Horizon 2020 programme (specifically in its components “Societal Challenges” and “Science With and For Society”) and the framework for European cooperation in the youth field, while exploring closer cooperation possibilities between education and other relevant areas, such as culture, sports, employment, welfare, security and other channels of work on social inclusion ;
- encouraging outreach and cooperation with civil society and social partners ;
- exploring synergies with ongoing work in the Council of Europe in the area of civic education and intercultural understanding.

We invite the education, youth, culture and sport council at its meeting on 18-19 May 2015 to discuss the follow up to this declaration.

INFORMELLES TREFFEN DER BILDUNGSMINISTER DER EUROPÄISCHEN UNION

PARIS, DIENSTAG, DEN 17. MÄRZ 2015

Erklärung zur förderung von staatsbürgerlicher bildung und der gemeinsamen werte von freiheit, toleranz und nichtdiskriminierung



Angesichts der Erklärung der Mitglieder des Europäischen Rates im Anschluss an ihr informelles Treffen vom 12. Februar 2015

Erklären wir, die für die Bildung zuständigen Minister, und der Kommissar für allgemeine und berufliche Bildung, Kultur, Jugend und Sport, hiermit :

Als Reaktion auf die Terroranschläge in Frankreich und Dänemark zu Beginn dieses Jahres, und im Gedenken an ähnliche Schreckenstaten in Europa in der jüngeren Vergangenheit, bekräftigen wir unsere Entschlossenheit, uns gemeinsam für die Stärkung unserer Grundwerte einzusetzen, die ein zentrales Anliegen der Europäischen Union sind: Achtung der Menschenwürde, Freiheit (vor allem freie Meinungsäußerung), Demokratie, Gleichheit vor dem Gesetz (vor allem zwischen Frauen und Männern), Rechtsstaat und Achtung der Menschenrechte. Diese Werte werden von den Mitgliedstaaten geteilt - in einer europäischen Gesellschaft, die sich durch Pluralismus, Nichtdiskriminierung, Toleranz, Gerechtigkeit, Solidarität und die Gleichheit von Frauen und Männern auszeichnet.

Die direkte Reaktion unserer Länder war außergewöhnlich. Nun ist es an der Zeit, den nächsten Schritt zu machen. Wir in Europa können stolz auf die Bewältigung vergangener Konflikte sein. Nun geht es jedoch erneut darum, Herausforderungen, wie den Schutz und die Stärkung des europäischen Freiheitsgeistes anzunehmen, der es gemäß den Werten der Union versteht, kritisches Denken und die Achtung der Mitmenschen in Einklang zu bringen.

Unsere größte Herausforderung ist der Schutz des Pluralismus unserer Gesellschaften, wofür konkrete Maßnahmen auf europäischer, nationaler, regionaler und lokaler Ebene nötig sind.

Wir, die Bildungsminister und der europäische Kommissar, stehen bei der Weitergabe der humanistischen und staatsbürgerlichen Werte, für die wir gemeinsam stehen, ganz besonders in der Pflicht. Wir setzen uns gemeinsam dafür ein, Gedankenfreiheit und das Recht auf freie Meinungsäußerung zu verteidigen, soziale Eingliederung und die Achtung der Mitmenschen zu fördern, sowie Diskriminierungen jeglicher Art vorzubeugen und zu bekämpfen.

Deshalb rufen wir zur Verstärkung der Bemühungen auf, die Vermittlung und Aneignung dieser Grundwerte bereits vom frühen Kindesalter an zu verstärken, und daran zu arbeiten, durch entsprechende Bildung integrativere Gesellschaften zu schaffen.

Das wichtigste Ziel der Bildung ist nicht nur das Vermitteln und das Fördern von Kenntnissen, Fähigkeiten, Verhaltensweisen und Grundwerten. Ihr obliegt es auch, jungen Menschen, gemeinsam mit den Eltern und Familien, dabei zu helfen, aktive, verantwortungsbewusste und weltoffene Mitglieder der Gesellschaft zu werden.

Die Jugend stellt unsere Zukunft dar. Deshalb muss sie diese auch gestalten können. Wir müssen unsere Kräfte einen, um Ausgrenzung, Intoleranz, Rassismus und Radikalisierung vorzubeugen und diese zu bekämpfen und um uns für Chancengleichheit einzusetzen. Dazu müssen wir auf dem Initiativegeist und dem Engagement der jungen Menschen aufbauen und die gemeinsamen Grundwerte bekräftigen, die unseren Demokratien zugrunde liegen.

Dies ist eine schöne und große Herausforderung, die wir gemeinsam annehmen müssen.

■ AUF NATIONALER, REGIONALER UND LOKALER EBENE

Wir verpflichten uns, unsere Maßnahmen im Bildungsbereich mit folgenden Zielsetzungen zu stärken :

- 1 – Dafür zu sorgen, dass die Bildung ihre ganze Dimension der sozialen Eingliederung, der Ausbildung des Individuums und des Bürgers beibehält, indem sie die Grundwerte und die Prinzipien vermittelt, die die Grundlage unserer Gesellschaften bilden ;
- 2 – Eine integrative Bildung für alle Jugendlichen zu gewährleisten, die Rassismus und jede Art von Diskriminierung bekämpft, die Staatsbürgerschaft fördert und sie lehrt, Unterschiede in Meinung, Überzeugung, im Glauben und Lebensweise zu verstehen und zu akzeptieren, und Rechtsstaatlichkeit, Verschiedenheit und Gleichheit der Geschlechter zu respektieren ;
- 3 – Die Fähigkeiten von Jugendlichen zu stärken, kritisch zu denken und Urteilsvermögen zu entwickeln, sodass sie speziell im Zusammenhang mit der Nutzung des Internets und der sozialen Netzwerke in der Lage sind, Gegebenheiten zu erfassen, Tatsachen von Meinungen zu unterscheiden, Propaganda zu erkennen und jeder Art von ideologischer Beeinflussung und Hassreden zu widerstehen ;
- 4 – Die Benachteiligungen in geografischer, sozialer und bildungspolitischer Hinsicht, sowie Vorbestimmtheit zu bekämpfen, die zu Verzweiflung führen und Nährboden für Extremismus bereiten, indem man allen Jugendlichen die Fähigkeiten und Kenntnisse vermittelt, die für den Aufbau ihrer beruflichen Zukunft und ein erfolgreiches Leben in der Gesellschaft nötig sind, und indem man Maßnahmen zur Verringerung der Schulabbrecherquote und zur verbesserten sozialen und beruflichen Integration fördert ;
- 5 – Den Dialog und die Zusammenarbeit zwischen allen Akteuren des Bildungswesens, insbesondere der Eltern, Familien und Verbandsstrukturen zu fördern, und auf dem Sinn für Unternehmensgeist und dem Einsatz der jungen Menschen zur Stärkung der sozialen Bindung und zur Entwicklung eines Zugehörigkeitsgefühls aufzubauen ;
- 6 – Lehrkräfte zu schulen und zu unterstützen, um sie besser in die Lage zu versetzen, gegen jede Art von Diskriminierung und Rassismus Position zu beziehen, um die Jugendlichen für den Umgang mit den Medien zu erziehen, um den Bedürfnissen von Schülern verschiedenster Herkunft Rechnung zu tragen, um gemeinsame Grundwerte zu vermitteln und um Rassismus und Intoleranz vorzubeugen und diese zu bekämpfen.

■ AUF EUROPÄISCHER EBENE

Auch wenn die Zuständigkeit für die Bildungssysteme und deren Inhalte in den Mitgliedsstaaten verbleibt, so wird die Zusammenarbeit auf europäischer Ebene in diesem Bereich entscheidend für die Bewältigung gemeinsamer Herausforderungen sein, die Europa zu bewältigen hat.

Es besteht ein dringender Bedarf an Zusammenarbeit und Koordinierung, an Erfahrungsaustausch und an der Gewährleistung, dass die besten Ideen und Praktiken innerhalb der Europäischen Union verbreitet und ausgetauscht werden können, um :

- 1 – Zu gewährleisten, dass die Kinder und Jugendlichen dank der Förderung von demokratischen Werten und Grundrechten, sozialer Eingliederung, Nicht-Diskriminierung und aktiver Staatsbürgerlichkeit soziale, staatsbürgerliche und interkulturelle Kompetenzen erlangen ;
- 2 – Das kritische Denken und die Medienkompetenz, vor allem im Zusammenhang mit der Nutzung des Internets und der sozialen Netzwerke, zu verbessern, um Widerstand gegen jede Art von Diskriminierung und ideologischer Beeinflussung zu entwickeln ;
- 3 – Die Erziehung von benachteiligten Jugendlichen zu fördern, indem wir darauf achten, dass unsere Erziehungs- und Bildungssysteme ihren Bedürfnissen Rechnung tragen ;
- 4 – Den interkulturellen Dialog durch alle Formen des Lernens und in Zusammenarbeit mit allen anderen Politikbereichen und anderen betroffenen Akteuren zu fördern.

Diese Zielsetzungen können folgendermaßen gefördert werden :

- durch den strategischen Rahmen „Allgemeine und berufliche Bildung 2020“ (ET 2020), durch seine Prioritäten, das Peer Learning, den Austausch und die Verbreitung guter Praktiken ;
- durch das Programm Erasmus +, dank der Förderung der Mobilität der Schüler, Studenten und Lehrkräfte; dank strategischer Partnerschaften und Kooperationsplattformen von Schulen; sowie dank des Dialogs und gemeinsamer Projekte zur staatsbürgerlichen Erziehung, Freiwilligenarbeit und Jugendaustausch ;

sowie durch :

- andere europäische politische und Finanzierungsinstrumente für die an der Bildung beteiligten Bereiche, wie das Programm Horizon 2020 (speziell in Bezug auf die Säulen „Gesellschaftliche Herausforderungen“ und „Wissenschaft mit und für die Gesellschaft“) und der Rahmen für die Zusammenarbeit im Jugendbereich in Europa, sowie die Auslotung der Möglichkeiten für eine engere Zusammenarbeit zwischen der Bildung und anderen betroffenen Bereichen, wie Kultur, Sport, Beschäftigung, soziales Wohlergehen, Sicherheit und andere Arten der Zusammenarbeit bei der sozialen Eingliederung ;
- die Förderung der Sensibilisierung und der Zusammenarbeit der Zivilgesellschaft und der Sozialpartner ;
- die Suche nach möglichen Synergien mit Hilfe der laufenden Arbeiten des Europarates im Bereich der staatsbürgerlichen Erziehung und der interkulturellen Verständigung.

Wir ersuchen den Rat für Bildung, Jugend, Kultur und Sport, bei seinem nächsten Treffen am 18. und 19. Mai 2015 über Folgemaßnahmen zu dieser Erklärung zu diskutieren.

RÉUNION INFORMELLE DES MINISTRES DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA PROMOTION DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET AUX VALEURS COMMUNES DE LIBERTÉ, DE TOLÉRANCE ET DE NON-DISCRIMINATION



Paris, mardi 17 mars 2015

Mme Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Mārīte Seile, ministre de l'Éducation et des Sciences de Lettonie (présidence du Conseil de l'Union européenne)

M. Tibor Navracsics, commissaire européen à l'Éducation, la Jeunesse, la Culture et le Sport

MINISTRES OU SECRÉTAIRES D'ÉTAT

BE : Mme Joëlle Milquet, vice-présidente, ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance de la Fédération Wallonie-Bruxelles

M. Jean-Claude Marcourt, vice-président et ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Mme Hilde Crevits, ministre flamande de l'Enseignement et vice-ministre-président du Gouvernement flamand

BU : M. le Prof. Todor Tanev, ministre de l'Éducation et des sciences

CY : M. le Prof. Costas Kadis, ministre de l'Éducation et de la Culture

CZ : M. Petr Mlsna, vice-ministre de la Législation et de la Stratégie, ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports

DE : Mme Sylvia Löhrmann, ministre de l'Éducation et de la Formation continue du Land de Rhénanie Nord-Westphalie

DK : Mme Christine Antorini, ministre de l'Éducation

ES : M. José Ignacio Wert Ortega, ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports

FI : Mme Krista Kiuru, ministre de l'Éducation et des Sciences

GR : M. Aristidis Baltas, ministre de l'Éducation, de la Culture et des Cultes

HR : M. Roko Andricevic, ministre adjoint des Sciences, de l'Éducation et des Sports

HU : Dr. Mr László Palkovics, ministre d'État pour l'Enseignement supérieur, ministère des Ressources humaines

IE : M. Richard Bruton, ministre de l'Emploi, de l'Entreprise et de l'Innovation

IT : Mme Stefania Giannini, ministre de l'Éducation, de l'Université et de la Recherche

RÉUNION INFORMELLE DES MINISTRES DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA PROMOTION
DE L'ÉDUCATION A LA CITOYENNETÉ ET AUX VALEURS (COMMUNES DE LIBERTÉ,
DE TOLÉRANCE ET DE NON-DISCRIMINATION)



LU : M. Claude Meisch, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

MT : M. Evarist Bartolo, ministre de l'Éducation et de l'Emploi

NL : Mme Dr. Jet Bussemaker, ministre de l'Enseignement, de la Culture et des Sciences

PL : Mme Ewa Dudek, sous-secrétaire d'État, ministère de l'Éducation nationale

PT : M. le Prof. Nuno Crato, ministre de l'Éducation et des Sciences

RO : M. Sorin Mihai Cîmpeanu, ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique

SE : Mr Gustav Fridolin, ministre de l'Éducation

SK : M. Juraj Draxler, ministre de l'Éducation, des Sciences, de la Recherche et des Sports

UK : Lord Nash, secrétaire d'État pour l'Éducation nationale

REPRÉSENTANTS DES MINISTRES

AT : M. Hanspeter Huber, directeur général des Relations Internationales, ministère de l'Éducation et des Femmes

EE : M. Janar Holm, secrétaire général, ministère de l'Éducation et de la Recherche

LT : M. Dr. Arunas Gelunas, ambassadeur, délégué permanent à la délégation permanente de la République de Lituanie à l'Unesco

SI : H. E. Ms Veronika Stabej, ambassadeur de Slovénie en France

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

M. Jaroslaw Pietras, directeur général



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE
LA RECHERCHE